

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----  
Commissariat à la Sécurité  
Alimentaire (CSA)

-----  
Projet de Mobilisation des Initiatives  
en matière de Sécurité Alimentaire  
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE SIKASSO  
Cercle de Koutiala  
Commune rurale de Zanfigué

# PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE ZANFIGUE

**2006 - 2008**

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali  
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



**Janvier 2006**

## **I. INTRODUCTION :**

Une planification participative des actions de sécurité alimentaire se fondant sur l'analyse des potentialités et des contraintes et qui a malheureusement fait défaut dans la plupart de nos Collectivités Territoriales, est la garantie d'un développement harmonieux de la commune.

Le document (plan de sécurité alimentaire) obtenu à partir de cette planification participative sera l'émanation des aspirations profondes des différents acteurs impliqués dans le développement de la commune.

Les acteurs principaux du présent plan ont été : le Maire de la commune, ses conseillers, la population toute entière, les services techniques (notamment le chef de la zone de production agricole de Bobola-Zangasso) et l'Association des Conseillers en Gestion Communale (ACGC) qui a apporté une assistance conseil.

Il est à noter que ce plan s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA) du Mali adopté en 2003. Ces objectifs sont doubles d'une part il s'agit de créer les conditions d'une sécurité alimentaire durable et d'autre part d'assurer une meilleure gestion des crises alimentaires.

### **1- Contexte et justifications :**

- Le code des Collectivités Territoriales en son article 14 confère aux communes la compétence de concevoir et de mettre en œuvre un programme de développement communal. Mais aujourd'hui les communes ne disposent pas en leur sein de capacité propre pour assumer une véritable maîtrise d'ouvrage de leur développement. C'est pour palier à cette insuffisance que l'Etat à travers le Commissariat à la sécurité alimentaire et ses partenaires a organisé des sessions de formations pour renforcer les compétences des élus communaux en élaboration de plans de sécurité alimentaires.
- La justification de ce plan repose sur les réponses à apporter aux défis que pose la mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA) à savoir :
  - Nourrir une population en forte croissance et de plus en plus urbaine ;
  - Asseoir la croissance des revenus ruraux et les orienter vers une stratégie de développement rapide du secteur agricole ;
  - Affronter la diversité des crises alimentaires ;
  - Intégrer la gestion de la sécurité alimentaire dans le processus de décentralisation et de réforme de l'Etat ;
  - Renforcer la coopération et l'intégration régionale
  - Disposer d'une information adaptée et fiable.

## **2- Les objectifs du plan ::**

### *2.1. Objectif global :*

Il vise à augmenter la production agricole de la commune de Zanfigué par l'implication des différents acteurs pour assurer leur sécurité alimentaire.

### *2.2. Objectifs stratégiques :*

- accroître l'offre d'aliments par une promotion de l'agriculture productive et durable
- améliorer la prévention et la gestion des crises alimentaires conjoncturelles

### *2.3 Objectifs Opérationnels :*

- Améliorer la production agricole par une maîtrise de l'eau, l'équipement des producteurs, le désenclavement et la fertilisation des sols ;
- Accroître la diversification de la production par la promotion des filières agricoles prometteuses en prenant en compte la gestion des ressources naturelles
- renforcer les capacités des acteurs communaux intervenant dans les filières agricoles
- Poursuivre le renforcement et l'amélioration du système de sécurité alimentaire
- Prendre en compte le traitement de l'insécurité alimentaire structurelle et la pauvreté

### *2.4. Résultats attendus :*

- La production agricole est bien améliorée grâce à la maîtrise de l'eau, aux producteurs bien équipés, au désenclavement et à la fertilisation des terres de culture
- La diversification de la production a été renforcée par la promotion des filières porteuses
- Les capacités des acteurs communaux intervenant dans l'agriculture sont renforcées
- Le système de sécurité alimentaire existant est renforcé et amélioré
- Le traitement de l'insécurité alimentaire structurelle et de la pauvreté est pris en compte

## **3- La méthodologie : :**

L'approche méthodologique appliquée dans le cadre de l'élaboration du présent plan de sécurité alimentaire a été active et entièrement participative. Elle s'inscrit dans la démarche préconisée par le guide méthodologique de programmation du développement communal validé par la DNCT/CCN pour l'élaboration du plan de développement des Collectivités Territoriales en République du Mali.

Cette approche s'est déroulée en six phases :

- a- La campagne d'information et de sensibilisation des populations.
- b- La connaissance du milieu communal,
- c- Les journées de consultation/ concertation intercommunautaire,
- d- L'atelier de planification du développement de la sécurité alimentaire dans la commune,
- e- La validation du plan de sécurité alimentaire,

f- La restitution du plan ,

*3- 1- La campagne d'information et de sensibilisation :*

Elle a pour objectif de faire comprendre aux citoyens l'importance du processus, la nécessité de leur participation à la programmation et de leur adhésion à la mise en œuvre du plan de sécurité alimentaire.

Sur le terrain, cette phase s'est concrétisée par une journée de « formation sensibilisation » suivi de la mise en place des « commissions de sensibilisation et de collecte des données ».

*3-2-. La connaissance du milieu communal :*

Elle a pour objectif de permettre aux communautés d'identifier les problèmes de sécurité alimentaire et s'engager à appuyer le conseil communal pour des solutions aux cours des assemblées villageoises.

*3- 3- Journée de consultation intercommunautaire :*

Les communautés ont classé par ordre de priorité les problèmes de sécurité alimentaire et ont proposé des solutions adéquates.

*3- 4-. Atelier de planification :*

A cette phase un groupe restreint de personnes (membres des commissions, des conseillers communaux, secrétaires d'AV et le chef de la zone de production agricole de Bobola-Zangasso) a analysé les résultats des journées de concertation et proposé des actions réalisables.

*3- 5-. Validation :*

Les responsables des communautés ont validé le plan de sécurité alimentaire et le conseil communal a délibéré sur le document lors de sa session du mois de janvier 2006.

*3- 6-. Restitution :*

Elle a consisté à informer les citoyens des actions de développement retenues en vue d'obtenir leur pleine adhésion pour leur mise en œuvre.

## **II. DIAGNOSTIC :**

### **1 – Présentation :**

La commune de Zanfigué, créée par la Loi n°96-059 du 04 Novembre 1996 est gérée par un Conseil de 11 membres issus des élections du 04 mai 2004 et dirigé par monsieur Youssouf SACKO, maire de la commune.

La Commune est composée de onze (11) villages : Djébé, Doubaniana, Sogouasso, Bombala, Soukosso, Niégouana, Karangassodeni, Gouandara, Tiontiéri, Nintiorosso et Bobola-Zangasso(BZ) pour une population totale de 13 466 .habitants ( recensement de 2001 ), dont 7 002 hommes( 52%) et 6 464 femmes(48%)

## 2 - Situation Géographique :

La commune de Zanfigué est située à 71 km du chef lieu du Cercle ( Koutiala ) dont 20 km de pistes non goudronnée ; et la partie goudronnée se trouve être située sur la route nationale ( RN13 ) menant à San.

Elle est limitée ::

- Au Nord par la Commune Rurale de Kassorola ( Cercle de San ) ;
- Au Sud par les Communes Rurales Kifosso 1(Cercle de Yorosso) et Zébala ;
- A l'EST par la Commune Rurale de Kifosso 1;
- A l'Ouest par la Commune Rurale Kouniana ;
- Au Nord-Ouest par la commune rurale de Moribila(cercle de San) ;
- Au Sud-Ouest par la commune rurale de Gouadji-Kao.

La population est composée en majorité de Miankas , à ceux -ci s'ajoutent les Bambaras, les Peuhls et les Dogons.

Le relief est composé de savane de plaines et de bas-fonds non aménagées (1 200 ha environ) propices à l'agriculture et à l'élevage .Le climat est de type tropical. Les ressources hydriques sont limitées, l'essentiel des besoins en eau étant couverts grâce à l'existence de la nappe phréatique et les eaux de pluies remplissant les mares en saison hivernale . La végétation est de type arboré avec quelque essences forestières tels que le néré , le karité etc . La commune est pauvre en ressources fauniques .

### III. POTENTIALITES DE LA COMMUNE DE ZANFIGUE:

#### 1- Potentialités agro-sylvo pastorales :

a)Potentialités Agricoles : L'agriculture est l'activité principale de la commune et est pratiquée dans tous les villages . Les différentes cultures sont entre autres : coton , mil , sorgho , maïs , arachide , riz , soja , cultures fourragères etc ...

Données statistiques campagnes 2005 / 06

Cultures	Sup(ha)	Production(T)	Pdt(kgs /ha)	
Mil	2 684	2 670,7	2 015	
Sorgho	2 928	2 441	2 882	
Maïs	996	2 056,5	4 150	
<b>TOTAL 1</b>	<b>6 608</b>	<b>7 168 ?2</b>	<b>9 047</b>	
<b>Coton</b>	<b>3 127</b>	<b>2 807</b>	<b>1 794</b>	

Il ressort que les cultures nouvelles sont timidement cultivées et que les céréales et le coton occupent une place de choix dans l'installation des cultures . La faiblesse de la quantité du riz s'explique par le non aménagement des plaines rizicoles .

Le maraîchage est timidement pratiqué dans la commune notamment au niveau des villages de Bobola-Zangasso, Sogouasso, Tiontiéri etc. Cette situation s'explique par l'absence de lieux aménagés pour le maraîchage.

Villages avec lieux de stockage de céréales :

Villages	Capacité Magasin(t)	Quantité à Stocker(t)	Source de financement			Coûts en fcfa
			Commune	Village	Partenaires	
Bobola-Zabgasso	100	100			*	12 000 000
Gouandara	20	20			*	2 400 000
Tiontiéri	40	40			*	4 800 000
Karangassodeni	30	30			*	3 600 000
Bombala	30	30			*	3 600 000
Soukosso	50	50			*	6 000 000
Niéguouana	20	20			*	2 400 000
<b>Total</b>	<b>290</b>	<b>290</b>				<b>34 800 000</b>

Villages sans lieu de stockage de céréales :

Villages	Capacité Magasin (t)	Coût de construction			Coûts en fcfa	Qutés à stocke ( t )	Sources de financement			Coûts en fcfa
		Sources de financement					commune	Villa-ge	partenaire	
		commune	Village 20%	Partenaire 80%						
Nittiorosso	40		600 000	2 400 000	3 000 000	40			*	4 800 000
Sogouasso	70		1 000 000	4 000 000	5 000 000	70			*	8 400 000
Djébé	50		700 000	2 800 000	3 500 000	50			*	6 000 000
Doubaniana	40		600 000	2 400 000	3 000 000	40			*	4 800 000
TOTAL	260		2 900 000	11 600 000	14 500 000	200				24 000 000

### b) Potentialités d'Aménagement

Lieux	Sup. plaines(ha)	Sup. bas-fonds(ha)
Tionyiéri	800	1 200
<b>TOTAL</b>	<b>800</b>	<b>1 200</b>

L'aménagement de ces superficies va offrir à la commune un vrai potentiel de production agro – sylvo pastoral.

### Niveau d'équipement

Matériel Rubrique	Bœufs Labour	Tracteurs	Charrue	Multiculteurs	Semoirs	Charrettes	Appareils de traitements	
							Insecticides	herbicides
Commune	3 903	1	1 342	1 213	692	897	675	291

Il y a au total 822 exploitations agricoles réparties comme suite : Type A : 433 soit 52,6% ,type B : 324 soit 39,4% , type C : 47 soit 5,7% et type D : 22 soit 2,3% . C'est dire que le niveau d'équipement est acceptable , les exploitations équipées représentant 94 % environ du total des exploitations.

### c) Potentialités Pastorales

Désignations Rubrique	Bovins	Ovins/ caprins	Assint	Equins	Porcins	Volaille (Estimation)	Parcs de vaccination	Marché à bétail	Abattoir
Commune	1 089	840	482	40	107	10525	1	néant	néant

Le parc de vaccination souffre de manque d'entretien .

### 2- Potentialités naturelles :

Il existe des possibilités d'exploitation de sable et de moellons dans l'ensemble de la commune. Ces richesses naturelles si elles sont valorisées , peuvent contribuer au développement de la commune .

Il existe également des produits de cueillettes : karité – néré – baobab – ronier « zamba » .



### **3- Potentialités Socio-éducatives :**

La commune dispose à Bobola-Zangasso d'un C.S.C.O.M (centre de santé communautaire ) ouvert en 1998.

La commune compte également : un second cycle de l'enseignement fondamental à B-Z, quatre premiers cycle de l'enseignement fondamental : Djébé, Karangassodeni, Tiontiéri et un C.E.D à Soukosso..

On y dénombre 7 mosquées et 1 église protestante à Soukosso

La commune compte : 42 forages, 3 adductions d'eau sommaire (Gouandara 2, Djébé 1) dont 1 fonctionnelle. Il existe également 819 puits traditionnels et 4 puits à grand diamètre .

### **4- Potentialités financières :**

Matières imposables : La fiscalité communale repose essentiellement sur :

- la T.D.R.L ( taxe de développement régional et local)
- la taxe sur le bétail
- la taxe sur les armes à feu
- droits de places sur les marchés et foires
- droit de stationnement des véhicules de transport
- la taxe fourrière
- la taxe sur les charrettes
- les ventes de vignettes engins

### **5- Potentialités politico – socio - professionnelles et partenaires au développement :**

a) Partis politiques : Ils sont au nombre de six dans la commune .

- A.DE.MA PASJ (parti africain pour la solidarité et la justice)
- U.R.D
- S A D I.
- L J S.
- R.P.M
- C D S

b) Syndicats : Plusieurs syndicats existent dans la commune . Mais les mieux représentés sont : le SYLDEF (syndicat libre de l'Enseignement fondamental) le SNEC (syndicat national de l'Education et de la culture ) et le SYCOV (syndicat des producteurs de coton et vivriers) .

c) Associations : Elles existent en grand nombre dans la commune .où chaque village dispose d'au moins une: On peut citer entre autre :

- C.P.C.V coopérative des producteurs cotonnières et vivrières .
- A.E Association des éleveurs
- A.C Association des chasseurs .

- ASACO : Association de santé communautaire .
- A.P.E Association de parents d' élève .
- AMUPI Association malienne pour le progrès de l'islam .

d) Organisations Professionnelles : Les chambres d'agricultures , des métiers et de commerce ont leurs représentations dans la commune .

e) Les partenaires au développement :

- L'état : par le biais de ses services techniques et de ses dispositifs d'appui technique et financière (ANICT et C.C.C).
- Projets et O.N.G :
  - C.G.R : Centre de Gestion Rural .
  - A.C.G.C : Association des Conseillers en Gestion Communale.
  - G.R.A.T :Groupe de Recherche et d'Appui Technique .
  - A D A P
  - TIEWARA

#### **IV. CONTRAINTES :**

##### **1- Contraintes environnementales :**

Au niveau de la commune nous assistons à une dégradation continue de l'environnement en raison des mauvaises pratiques culturales , la coupe abusive des bois , les feux de brousse , la divagation des animaux, le surpâturage, la surexploitation des terres (98% des terres cultivables sont exploitées ) . cette sur exploitation des terres est liée à l'agriculture extensive .

**2- Contraintes technique :** Le non aménagement des plaines constitue un obstacle à l'extension de la riziculture et au maraîchage, contribuant du coût à l'état d'insécurité alimentaire de la commune. Il convient de signaler également le non aménagement des marchés hebdomadaires de la commune. Il y a aussi le manque de valorisation des sites touristiques .

##### **3- Contraintes sociales :**

On peut citer :

- La faiblesse du niveau d'alphabétisation
- mauvaise organisation des producteurs.
- le manque d'initiatives des producteurs .
- mauvaise gestion de la production .
- la réticence à l'instauration de nouvelles taxes .

##### **4- Contraintes économiques :**

- le surendettement des producteurs .
- prix élevé des intrants .

- le non paiement à temps des recettes coton .

A toutes ces contraintes , il faut ajouter le problème d'enclavement de la commune du au mauvais état des pistes .

C'est dans le cadre d'une recherche de solution à ces difficultés notamment celles qui sont à la base de l'insécurité alimentaire, que la commune envisage élaborer son plan de sécurité alimentaire.

Il se justifie aussi par le fait que :

- Des cas de mal nutrition sont souvent recensés dans la commune. Cette situation peut avoir des conséquences néfastes sur le développement à court et à long terme.
- la croissance rapide de la population impose aux collectivités des actions d'urgence pour atteindre la sécurité alimentaire en vue de la réduction du niveau de la pauvreté

Tableau des besoins alimentaires de la commune(norme FAO)

250 kg/bouche/individu/an

VILLAGES	POPULATION	BESOINS CEREALIER(S)(Kg)	OBSERVATIONS
Bobola-Zangasso	3 117	779 250	Une personne normale consomme annuellement 250 Kgs de céréales
Bombala	1 016	234 000	
Djébé	1 661	465 250	
Doubaniana	597	149 250	
Karangassodeni	1 005	251 250	
Niéguouana	997	249 250	
Nitiorosso	620	155 000	
Sogouasso	768	192 000	
Gouandara	696	174 000	
Soukosso	1 602	400 500	
Tiontiéri	1 187	296 750	
<b>Population de la commune</b>	<b>13 466</b>	<b>3 366 500</b>	

Tableau récapitulatif de la situation alimentaire de la commune  
(Campagne 2005-2006) :

VILLAGES	PRODUCTION CEREALIERE (en KG)	BESOINS CEREALIERES (en KG)	EXCEDENT CEREALIER (en KG)	OBSERVATIONS
Bobola-Zangasso(B-Z)	2 395 100	779 250	1 615 850	Les besoins céréalières de la commune se trouvent largement couverts. Mais les ventes massives pour faire face à d'autres problèmes vont avoir raison de ces excédents.
Bombala	427 200	254 000	173 200	
Djébé	1 224 515	465 250	759 265	
Doubaniana	405 625	149 250	256 375	
Karangassodeni	703 250	251 250	452 000	
Niéguouana	425 250	249 250	176 000	
Nitiorosso	363 035	174 000	189 035	
Sogouasso	176 150	155 000	21 150	
Ninttiorosso	320 550	192 000	128 550	
Soukosso	902 750	400 500	502 250	
Tiontiéri	557 600	296 750	260 850	
<b>Totaux</b>	<b>7 901 025</b>	<b>3 366 500</b>	<b>4 534 525</b>	

**TABLEAU D'ANALYSE DES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE DANS LA COMMUNE :**

CAUSES	IMPORTANCES RELATIVES	GROUPE VULNERABLES	POTENTIELS ET CAPACITES
l'accès limité à la technologie améliorée et appropriée	Elle ne représente que 10% environ dans les causes de l'insécurité alimentaire	La population active en général dans la mesure où notre agriculture est au début de sa mécanisation	De par sa situation géographique, la commune de Zanfigué dispose d'immenses terres de culture fertiles. La disponibilité permanente de l'eau rend facile la pratique de l'élevage. Elle dispose en outre une importante plaine aménageable très propice à la riziculture et au maraîchage
<i>les calamités naturelles telles que</i> : la sécheresse, l'irrégularité de la pluviométrie d'un hivernage à l'autre, l'invasion des prédateurs ;	Elle demeure la principale cause de l'insécurité alimentaire (environ 30%), notamment en ce qui concerne les irrégularités de la pluviométrie d'une année à l'autre	La population active qui restent malheureusement tributaires de variétés très sensibles aux variations annuelles de la pluviométrie	
l'écoulement excessif des céréales après la récolte	Elle peut être estimée à 20% de l'ensemble des causes évoquées	Les braves femmes qui en cas de pénurie restent les seules à s'occuper des pauvres enfants affamés	
la mauvaise gestion des céréales au niveau des foyers	Elle occupe une place négligeable dans les causes de l'insécurité alimentaire (environ 5%)	Les braves femmes qui en cas de pénurie restent les seules à s'occuper des pauvres enfants affamés	
le commerce contraint	Elle constitue l'une des causes essentielles estimée à 20% de l'ensemble	Les braves femmes qui en cas de pénurie restent les seules à s'occuper des pauvres enfants affamés	
Difficulté d'exploitation de la plaine	Sa contribution dans l'insécurité alimentaire peut être estimée à 10% environ	La population active qui restent malheureusement tributaires de variétés très sensibles aux variations annuelles de la pluviométrie	
Retard dans le versement aux producteurs des recettes coton	La part de cette situation dans l'état d'insécurité alimentaire de la commune est de 5% environ	Les responsables de famille qui sont chargés de gérer les affaires courantes du foyer	

Ces difficultés ont fait l'objet de débats à l'issue desquels les propositions de solutions suivantes ont été faites (voir tableau ci-dessous)

**Tableau des actions à entreprendre :**

CAUSES MAJEURS	SOLUTIONS ENVISAGEABLES	ACTIONS REALISABLES
Insuffisance d'équipements agricoles modernes et accès limité à la technologie améliorée et appropriée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- organisation des producteurs en coopératives ;</li> <li>- redynamisation du partenariat avec la banque de développement agricole ;</li> <li>- recherche de l'aide au près des partenaires financiers ;</li> <li>- achat d'équipement pour les producteurs</li> <li>- application des techniques anti-érosives</li> <li>- la production de compostières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer une coopérative des producteurs dans chaque village de la commune ;</li> <li>- redynamiser le partenariat avec la banque de développement agricole ;</li> <li>- rechercher de l'aide au près des partenaires financiers ;</li> </ul>
<i>les calamités naturelles telles que: la sécheresse, l'irrégularité de la pluviométrie d'une année à l'autre, l'invasion des prédateurs ;</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- formation continue des producteurs ;</li> <li>- diversification des variétés cultivées ;</li> <li>- constitution de brigades villageoises de lutte contre les prédateurs</li> <li>- vulgarisation de variétés précoces</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- former les producteurs à de nouvelles techniques culturales;</li> <li>- introduire de nouvelles variétés de cultures ;</li> <li>- constituer des brigades villageoises de lutte contre les prédateurs</li> </ul>
l'écoulement excessif des céréales après la récolte	<ul style="list-style-type: none"> <li>- constitution de banques de céréales dans chaque village ;</li> <li>- diversification des cultures de rente ;</li> <li>- sensibilisation des producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- constituer des banques de céréales dans chaque village ;</li> <li>- introduire de nouvelles cultures de rente ;</li> <li>- sensibiliser les producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales</li> </ul>
la mauvaise gestion des céréales au niveau des foyers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibilisation des producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales ;</li> <li>- développement des activités génératrices de revenu ;</li> <li>- organisation et l'aide des associations féminines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibiliser les producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales ;</li> <li>- développer les activités génératrices de revenu ;</li> <li>- organiser et aider les associations féminines</li> </ul>
le commerce contraint	<ul style="list-style-type: none"> <li>- constitution des banques de céréales dans chaque village(avec construction de 4 magasins)</li> <li>- diversification des cultures de rente ;</li> <li>- sensibilisation des producteurs aux</li> </ul>	<p>Constituer des banques de céréales dans chaque village de la commune(avec construction de 4 magasins)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- diversifier les cultures de rente ;</li> <li>- sensibiliser les producteurs aux</li> </ul>

	conséquences de la pénurie de céréales	conséquences de la pénurie de céréales
Difficulté d'exploitation de la plaine	Aménagement de la plaine	Aménager 50 hectares de plaine

**Tableau de priorisation des actions/solutions réalisables :**

Solutions/Actions retenues	Urgente 2006	Prioritaire 2007	Nécessaire 2008	Localisations	Assistance
Créer une coopérative des producteurs dans chaque village de la commune	X			commune	Commissariat à la sécurité alimentaire
redynamiser le partenariat avec la banque de développement agricole	X	X	X	commune	Commissariat à la sécurité alimentaire
constituer des brigades villageoises de lutte contre les prédateurs dans chaque village de la commune		X		commune	Commissariat à la sécurité alimentaire
constituer des banques de céréales dans chaque village de la commune	X	X	X	commune	Commissariat à la sécurité alimentaire
sensibiliser les producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales	X	X	X	commune	Commissariat à la sécurité alimentaire
organiser et aider les associations féminines de la commune	X	X	X	commune	Commissariat à la sécurité alimentaire
Aménager 70 hectares de plaine	X	X	X	B-Z	Commissariat à la sécurité alimentaire

**PLAN TRIENNAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE :**

Objectifs	Activités	Coûts Estimatifs en F cfa	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Localisations
Amélioration des revenus et du niveau de vie des ménages	Créer une coopérative des producteurs dans chaque village de la commune	550 000	11			commune
	redynamiser le partenariat avec la banque de développement agricole	250 000	X	X	X	commune
	organiser et aider les associations féminines de la commune	5 500 000	X	X	X	commune
Amélioration de la disponibilité et de l'utilisation de nourritures dans les ménages	constituer des brigades villageoises de lutte contre les prédateurs dans chaque village de la commune	550 000	X			commune
	constituer des banques de céréales dans chaque village de la commune (avec construction de 4 magasins)	73 300 000	4	3	4	commune
	sensibiliser les producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales	375 000	X	X	X	commune
	Aménager 70 hectares de plaine	70 000 000	20	20	30	B-Z
<b>II. TOTAL</b>		<b>150 525 000</b>				



## Plan de financement de la sécurité alimentaire de Zanfigué :

Activités	Objectifs spécifiques	Coûts	Sources de financement		
			Village 10%	Commune 10%	Autres partenaires 80%
Créer une coopérative des producteurs dans chaque village de la commune	Réduire de 80% les ventes poste récolte des céréales et faire disparaître toutes les maladies liées à la mal nutrition d'ici 2015	550 000	55 000	55 000	440 000
redynamiser le partenariat avec la banque de développement agricole		250 000	25 000	25 000	200 000
organiser et aider les associations féminines de la commune		5 500 000	550 000	550 000	4 400 000
constituer des brigades villageoises de lutte contre les prédateurs dans chaque village de la commune	Atteindre l'autosuffisance alimentaire de la commune dans les dix prochaines années	550 000	55 000	55 000	440 000
constituer des banques de céréales dans chaque village de la commune (avec construction de 4 magasins)		73 300 000	2 900 000		70 400 000
sensibiliser les producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales		375 000	37 500	37 500	300 000
Aménager 70 hectares de plaine		70 000 000	7 000 000	7 000 000	56 000 000
<b>TOTAUX</b>		150 525 000	10 622 500	7 722 500	132 180 000

**N.B** :les deux million neuf cent mille francs(2 900 000 F) supportés par les villages pour la constitution des banques de céréales, représente les 20% des coûts de construction des magasins de stockage.

Programme d'activité de l'exercice budgétaire 2006 :

Activités	Objectifs spécifiques	Coûts	Sources de financement		
			Village 10%	Commune 10%	Autres partenaires 80%
Créer une coopérative des producteurs dans chaque village de la commune (11 dont 1 par village)	Réduire de 80% les ventes poste récolte des céréales et faire disparaître toutes les maladies liées à la malnutrition d'ici 2015	550 000	50 000	50 000	440 000
redynamiser le partenariat avec la banque de développement agricole		125 000	12 500	12 500	100 000
organiser et aider cinq associations féminines de la commune		2 500 000	250 000	250 000	2 000 000
constituer des brigades villageoises de lutte contre les prédateurs dans chaque village de la commune (11 à raison de 1 par village)	Atteindre l'autosuffisance alimentaire de la commune dans les dix prochaines années	550 000	55 000	55 000	440 000
constituer quatre banques de céréales dans la commune		22 800 000			22 800 000
sensibiliser les producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales		125 000	12 500	12 500	100 000
Aménager 20 hectares de plaine		20 000 000	2000 000	2000 000	16 000 000
<b>TOTAUX</b>		<b>46 650 000</b>	<b>2 330 500</b>	<b>2 330 500</b>	<b>41 989 000</b>

Programme d'activité de l'exercice budgétaire 2007 :

Activités	Objectifs spécifiques	Coûts	Sources de financement		
			Village 10%	Commune 10%	Autres partenaires 80%
redynamiser le partenariat avec la banque de développement agricole	Amélioration des revenus et du niveau de vie des ménages	75 000	7 500	7 500	60 000
organiser et aider 3 associations féminines de la commune		1 500 000	150 000	150 000	1 200 000
constituer 3 banques de céréales dans la commune	Amélioration de la disponibilité et de l'utilisation de nourritures dans les ménages	12 000 000			12 000 000
sensibiliser les producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales		125 000	10 000	10 000	80 000
Aménager 20 hectares de plaine		20 000 000	800 000	800 000	6 400 000
<b>TOTAUX</b>		33 700 000	967 500	967 500	31 765 000

Programme d'activité de l'exercice budgétaire 2008 :

Activités	Objectifs spécifiques	Coûts	Sources de financement		
			Village 10%	Commune 10%	Autres partenaires 80%
redynamiser le partenariat avec la banque de développement agricole	Amélioration des revenus et du niveau de vie des ménages	50 000	5 000	5 000	40 000
organiser et aider 3 associations féminines de la commune		1 500 000	150 000	150 000	1 200 000
constituer 4 banques de céréales dans la commune	Amélioration de la disponibilité et de l'utilisation de nourritures dans les ménages	38 500 000	2 900 000		35 600 000
sensibiliser les producteurs aux conséquences de la pénurie de céréales		125 000	12 500	12 500	100 000
Aménager 30 hectares de plaine		30 000 000	3 000 000	3 000 000	24 000 000
<b>TOTAUX</b>		<b>70 175 000</b>	<b>6 067 500</b>	<b>3 167 500</b>	<b>60 940 000</b>

## **V- CONCLUSION :**

La réalisation de ce plan s'avère indispensable dans la mesure où elle permettra de :

- Nourrir une population en forte croissance (environ 15 000 âmes)
- Améliorer les revenus des populations de la commune grâce à une augmentation de la productivité agricole.
- Affronter la diversité des crises alimentaires :
- Intégrer la gestion de la sécurité alimentaire dans le processus de décentralisation.